

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

14 NOVEMBRE 1979

PROPOSITION DE LOI

tendant à réprimer certains actes
inspirés par le racisme ou la xénophobie

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. UYTENDAELE

Article 1

A l'article 151bis, premier alinéa, sixième et septième lignes, deuxième alinéa, quatrième ligne et troisième alinéa, quatrième et cinquième lignes, remplacer chaque fois les mots « raciale, religieuse ou ethnique » par les mots « à une race, une religion, une communauté linguistique ou un peuple déterminé ».

Art. 2

A l'article 448bis, neuvième ligne, remplacer les mots « raciale, religieuse ou ethnique » par les mots « à une race, une religion, une communauté linguistique ou un peuple déterminé ».

Art. 3

A l'article 449bis, 1°, sixième ligne, 2°, sixième ligne, 3°, dernière et avant-dernière lignes, remplacer chaque fois les mots « raciale, religieuse ou ethnique » par les mots « à une race, une religion, une communauté linguistique ou un peuple déterminé ».

Art. 4

1) Au premier alinéa, avant-dernière ligne, remplacer les mots « raciale, religieuse ou ethnique » par les mots « à une race, une religion, une communauté linguistique ou un peuple déterminé ».

Voir :

214 (S. E. 1979) :

— N° 1 : Proposition de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

14 NOVEMBER 1979

WETSVOORSTEL

tot bestraffing van bepaalde
door racisme of xenofobie ingegeven daden

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER UYTENDAELE

Artikel 1

In artikel 151bis, eerste lid, op de zevende regel, tweede lid, op de vierde regel en derde lid, op de vierde regel, na de woorden « bepaald ras, godsdienst » het woord « taalgemeenschap » telkens invoegen.

Art. 2

In artikel 448bis, op de achtste regel, na de woorden « bepaald ras, godsdienst » het woord « taalgemeenschap » invoegen.

Art. 3

In artikel 449bis, 1°, op de zesde regel, 2°, op de laatste regel en 3°, op de voorlaatste regel, na de woorden « bepaald ras, godsdienst », het woord « taalgemeenschap » telkens invoegen.

Art. 4

1) In het eerste lid, op de voorlaatste regel en in het tweede lid, op de vierde regel, na de woorden « bepaald ras, godsdienst » het woord « taalgemeenschap » invoegen.

Zie :

214 (B. Z. 1979) :

— N° 1 : Wetsvoorstel.

2) Compléter le même alinéa par ce qui suit :

« sauf si l'intéressé qui a été injurié renonce expressément à toute poursuite ».

Art. 5

A l'article 4bis, avant-dernière ligne, remplacer les mots « raciale, religieuse ou ethnique » par les mots « à une race, une religion, une communauté linguistique ou un peuple déterminé ».

Art. 6

Compléter cet article par ce qui suit :

« sauf si l'intéressé qui a été injurié renonce expressément à toute poursuite ».

II. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. DEFRAIGNE

Art. 1 à 6

Remplacer le texte de ces articles par les dispositions suivantes :

« Article 1

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement :

1° quiconque refuse de procurer un bien ou un service;

a) à une personne en raison de sa race, sa couleur, son origine ethnique ou nationale;

b) à un groupe ou une communauté en raison de la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale de ses membres ou de certains de ceux-ci.

2° quiconque, en procurant ou en offrant de procurer un bien ou un service, pratique une discrimination à l'égard :

a) d'une personne en raison de sa race, sa couleur, son origine ethnique ou nationale;

b) d'un groupe ou d'une communauté en raison de la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale de ses membres ou de certains de ceux-ci.

3° quiconque donne une publicité à son intention de refuser un bien ou un service dans les cas prévus au 1° ou de pratiquer une discrimination visée au 2° du présent article.

Art. 2

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement :

1° quiconque, par des paroles adressées au public ou prononcées en public, par des écrits, des imprimés, des images ou emblèmes quelconques publiés, affichés, distribués, ven-

2) Hetzelfde eerste lid aanvullen met wat volgt :

« behalve indien de betrokken beledigde persoon uitdrukkelijk van elke vervolging afziet ».

Art. 5

In artikel 4bis, op de voorlaatste regel, na de woorden « bepaald ras, godsdienst » het woord « taalgemeenschap » invoegen.

Art. 6

Dit artikel aanvullen met wat volgt :

« behalve wanneer de betrokken beledigde persoon uitdrukkelijk van elke vervolging afziet ».

R. UYTENDAELE

II. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DEFRAIGNE

Art. 1 tot 6

De tekst van deze artikelen vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 1

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met één van die straffen alleen wordt gestraft :

1° hij die weigert een goed of een dienst te verschaffen :

a) aan een persoon wegens zijn ras, zijn kleur, zijn etnische of nationale oorsprong;

b) aan een groep of gemeenschap wegens het ras, de kleur, de etnische of nationale oorsprong van haar leden of sommige ervan.

2° hij die, bij het verschaffen van een goed of een dienst of bij het aanbod om een goed of een dienst te verschaffen, een discriminatie pleegt jegens :

a) een persoon wegens zijn ras, zijn kleur, zijn etnische of nationale oorsprong;

b) een groep of een gemeenschap wegens het ras, de kleur, de etnische of nationale oorsprong van haar leden of sommige ervan.

3° hij die ruchtbaarheid geeft aan zijn bedoeling, een goed of een dienst te weigeren in de in 1° bepaalde gevallen of een discriminatie te plegen als bedoeld onder 2° van dit artikel.

Art. 2

Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft :

1° hij die, door woorden die tot het publiek gericht of in het openbaar uitgesproken worden, door geschriften, drukwerk, prenten of zinnebeelden die gepubliceerd, aangeplakt,

dus, mis en vente ou exposés aux regards du public, incite aux actes prévus à l'article premier, à la haine, à la violence à l'égard d'un groupe ou d'une communauté en raison de l'origine ethnique ou nationale de ses membres ou de certains de ceux-ci;

2° quiconque appartient à une organisation dont les objectifs ou les activités consistent à commettre l'un des actes prévus au § 1^{er} du présent article.

Art. 3

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement quiconque, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal, injurie une personne en raison de sa race, sa couleur, son origine ethnique ou nationale.

Art. 4

Toutes les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi. »

JUSTIFICATION

La proposition de loi tend, avec raison, à sauvegarder le climat d'accueil et de tolérance caractéristiques d'un pays carrefour comme le nôtre. Toutefois, la solution consistant à insérer des dispositions séparées dans diverses législations existantes qui traitent de matières très différentes et qui ne se prêtent guère à de telles extensions, ne semble pas très heureuse. Il est préférable de couvrir la matière visée en une loi autonome, spécialement consacrée à la lutte contre le racisme et la xénophobie.

Cette loi constituerait dans son ensemble, les mesures d'exécution de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale faite à New York le 7 mars 1966 dont la loi d'approbation a été votée par les Chambres.

Cet amendement tend à promouvoir complètement et efficacement le respect mutuel de la personnalité de chacun et les caractéristiques propres à chaque groupe humain.

L'article premier vise, d'une part, les actes créant une discrimination à l'égard d'une personne ou d'un ensemble de personnes et, d'autre part, la publicité donnée à l'intention de pratiquer une telle discrimination.

La disposition proposée ne s'applique qu'aux discriminations pratiquées à l'occasion des fournitures de biens et de services, l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissant pour le surplus suffisamment la jouissance des droits fondamentaux dans la dignité et l'égalité.

Il convient d'entendre par race un groupe ethnique qui se différencie des autres par un ensemble de caractères physiques et héréditaires représentant des variations au sein de l'espèce.

La notion d'ethnie recouvre un ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation commune, notamment la communauté de langue et de culture.

Le 3^o de l'article premier punit la publicité donnée à l'intention de refuser un bien ou un service ou de pratiquer une discrimination, alors même qu'elle n'aurait pas été suivie d'effet.

L'article 2 tend à réprimer la propagande en faveur de pratiques discriminatoires ou de manifestations de haine basées sur les mêmes critères que ceux repris à l'article premier. Dans le but de contre-carrer l'action d'organisation incitant à la discrimination, le 2^o interdit l'appartenance à de telles organisations, ceci conformément à l'article 4b de la Convention internationale contre le racisme.

L'article 3 érige en infraction le fait d'injurier une personne en raison de sa race, de sa couleur, de son origine ethnique ou nationale.

Il diffère de l'alinéa 1^{er} de l'article 448 du Code pénal, relatif aux injures à l'égard de particuliers, en ce qu'il n'exige pas, pour qu'il y ait infraction, que cette injure ait été faite par des faits, des écrits, des images ou des emblèmes.

Il permet ainsi de punir de la peine qui y est prévue les injures même verbales à la condition qu'elles aient été faites dans les circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal.

J. DEFRAIGNE
L. VAN DE VELDE
I. VAN BELLE

verspreid, verkocht, te koop geboden of openlijk tentoongesteld worden, aanzet tot de bij artikel 1 bepaalde daden, tot haat, geweld jegens een groep of een gemeenschap wegens de etnische of nationale oorsprong van haar leden of sommige ervan;

2° hij die tot een organisatie behoort waarvan de doelstellingen of activiteiten erin bestaan een der onder 1° van dit artikel bepaalde daden te plegen.

Art. 3

Met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met één van die straffen alleen wordt gestraft hij die, in een der omstandigheden bepaald in artikel 444 van het Strafwetboek, een persoon beledigt wegens zijn ras, zijn kleur, zijn etnische of nationale oorsprong.

Art. 4

Al de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de bij deze wet bedoelde misdrijven. »

VERANTWOORDING

Het wetsvoorstel beoogt terecht het klimaat van onthaal en verdraagzaamheid, dat eigen is aan een ontmoetingsland als het onze, te vrijwaren. De oplossing die erin bestaat in verscheidene bestaande wetten, die zeer verschillende aangelegenheden behandelen en die zich bezwaarlijk tot zulk een uitbreiding lenen, afzonderlijke bepalingen in te voegen, blijkt echter weinig gelukkig te zijn. Het is verkieslijk de bedoelde materie in een enkele afzonderlijke wet op te nemen, die in het bijzonder tot doel heeft het racisme en de vreemdelingenhaat te bestrijden.

Die wet zou, in haar geheel, de maatregel zijn ter uitvoering van het Internationale Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie, opgemaakt te New York op 7 maart 1966. Het wetsontwerp houdende goedkeuring van dat Verdrag is onlangs door de Kamers goedgekeurd.

Dit amendement strekt ertoe de wederkerige eerbiediging van ieders persoonlijkheid en van de eigen kenmerken van elke mensengroep te bevorderen.

Artikel 1 heeft betrekking enerzijds op de daden die een discriminatie tot stand brengen jegens een persoon of een groep van personen en anderzijds op de ruchtbaarheid die gegeven wordt aan de bedoeling zulk een discriminatie te plegen.

De voorgestelde bepaling vindt slechts toepassing bij discriminaties die bij gelegenheid van de verschaffing van goederen of diensten gepleegd worden, daar artikel 14 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens voor het overige voldoende waarborgen biedt voor het genot, in waardigheid en gelijkheid, van de grondrechten.

Onder ras moet begrepen worden een etnische groep die van de andere verschilt door een geheel van lichamelijke en erfelijke eigenschappen die schakeringen van een zelfde soort vertegenwoordigen.

Het begrip volk dekt een geheel van personen die door een aantal eigenschappen van gemeenschappelijke beschaving, zoals de taal- en cultuurgemeenschap, nader tot elkaar gebracht worden.

Het 3^o van artikel 1 straft de ruchtbaarheid die gegeven wordt aan de bedoeling om een goed of een dienst te weigeren of een discriminatie te plegen, zelfs wanneer deze zonder gevolg zou gebleven zijn.

Artikel 2 beoogt de beteugeling van propaganda ten gunste van discriminerende handelingen of uitingen van haar die berusten op dezelfde criteria als voorgeschreven bij artikel 1. Om de werking te stuiten van organisaties die tot discriminatie aanzetten, verbiedt het 2^o het lidmaatschap van zulke organisaties, in overeenstemming met artikel 4b van het Internationale Verdrag tegen het racisme.

Artikel 3 omschrijft als misdrijf het feit iemand te beledigen wegens zijn ras, zijn kleur of zijn etnische of nationale oorsprong.

Dit artikel verschilt van het eerste lid van artikel 448 van het Strafwetboek, betreffende beledigingen ten overstaan van particulieren, in zoverre als voorwaarde tot het misdrijf niet vereist is dat die beledigingen bestaan in daden, geschriften, prenten of zinbeelden.

Op die manier is het mogelijk de aldaar voorgeschreven straf op te leggen, zelfs wegens woordelijke beledigingen, op voorwaarde dat zij geuit worden in de door artikel 444 van het Strafwetboek bepaalde omstandigheden.

III. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR Mme RYCKMANS-CORIN

Art. 3

1) Au 1°, troisième ligne et au 2°, deuxième ligne, supprimer chaque fois les mots « sans motif légitime ».

2) Au 3°, troisième ligne, supprimer les mots « sauf motif légitime ».

JUSTIFICATION

Cette expression est superflue et risque de rendre le texte inopérant. Si la preuve en effet apportée par le plaignant que le motif invoqué pour le refus est un de ceux qui sont décrits dans le texte (en raison de l'appartenance raciale, religieuse ou ethnique etc...), ce motif est donc en soi et en vertu du texte un motif illégitime. Toute autre preuve peut être apportée.

Si le texte initial était maintenu chacun pourrait donc trouver et invoquer un motif légitime.

Le texte ainsi amendé est suffisamment clair, et il est applicable.

G. RYCKMANS-CORIN

III. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR Mevr. RYCKMANS-CORIN

Art. 3

1) In 1°, op de tweede regel, en in 2°, op de eerste en de tweede regel, telkens de woorden « zonder wettige reden » weglaten.

2) In 3°, op de derde regel, de woorden « zonder wettige reden » weglaten.

VERANTWOORDING

Deze uitdrukking is overbodig en kan de tekst ontzenuwen.

Indien de aanklager immers bewijst dat de reden die voor de weigering aangevoerd wordt, een van de redenen is welke in de tekst omschreven zijn (omdat de betrokkene tot een bepaald ras, godsdienst of volk behoort, enz...), is die reden dus op zichzelf en op grond van bedoelde tekst een onwettige reden. Ieder ander bewijs kan worden geleverd.

Ingeval de oorspronkelijke tekst zou worden behouden, zou iedereen bijgevolg in staat zijn om zich op een wettige reden te beroepen.

De aldus gewijzigde tekst is duidelijk genoeg en kan gemakkelijk worden toegepast.